

PS



Secrétariat national à la Riposte

BUDGET EUROPÉEN : PLUSIEURS VICTOIRES DANS UN CONTEXTE DIFFICILE

L'accord issu du Conseil européen des 7 et 8 février derniers sur le budget pluriannuel européen est le résultat d'un compromis dans un contexte politique difficile. En effet, les gouvernements conservateurs partisans de l'austérité et des coupes budgétaires y sont majoritaires. François Hollande et ses partenaires, qui défendent depuis plusieurs mois le modèle d'une intégration solidaire pour une Europe de la croissance et de l'emploi, ont obtenu des victoires importantes dans cette négociation.

Maintien des principales politiques européennes dans un souci de justice sociale

Les principales politiques communautaires sont maintenues, avec un effort particulier, concernant la PAC, sur le développement rural (+1,3 milliards d'euros). La politique de cohésion, le soutien aux régions les plus en difficulté seront également augmentés. La politique de cohésion, qui permet par le biais des fonds structurels de financer sur les territoires de nombreuses actions pour l'emploi, l'insertion, la lutte contre les discriminations, la compétitivité et l'innovation, pourra être poursuivie dans un esprit d'équité (c'est-à-dire en investissant plus dans les régions qui en ont le plus besoin).

6 milliards d'euros pour l'emploi des jeunes

Dans la lignée de la campagne menée par le PSE pour une garantie européenne pour la jeunesse, et relayée par les dirigeants progressistes européens, un fonds spécifique pour lutter contre le chômage des jeunes sera créé pour six milliards d'euros. Dans un contexte où plus de cinq millions de jeunes européens sont au chômage, sans compter ceux qui subissent la précarité de l'emploi, la création de ce fonds est indispensable. C'est une grande victoire.

L'aide alimentaire pérennisée

Alors que plusieurs gouvernements réclamaient une baisse du budget alloué à l'aide alimentaire à 2,1 milliards d'euros, si ce n'est sa disparition

pure et simple, François Hollande a obtenu un relèvement du budget à 2,5 milliards d'euros. Les ministres Bernard Cazeneuve et Guillaume Garot se sont engagés à compléter les moyens nécessaires auprès des associations. En période de crise, nous resterons mobilisés auprès des plus démunis.

La nécessité de ressources propres pour un budget d'investissement

Les 27 se sont accordés sur un budget de 960 milliards d'euros sur sept ans. Cela ne représente que 1 % du PIB européen. C'est un budget quasi exclusivement d'investissement, puisque les dépenses de fonctionnement et d'administration de l'UE ne représentent que 6 % du budget total. Aujourd'hui, le budget européen repose à 75 % sur les contributions nationales, or les budgets nationaux sont eux mêmes très contraints en cette période de crise. C'est pourquoi, nous plaçons de longue date pour le développement de ressources propres (par le biais d'impôts européens) pour réduire la part des contributions nationales et augmenter les marges de manœuvre budgétaires.

La négociation avec le Parlement européen

Désormais, c'est au Parlement européen d'approuver ou de rejeter ce budget. Le groupe des socialistes et démocrates demande notamment, dans la lignée de ce qu'a défendu François Hollande :

- de la flexibilité budgétaire, qui permettra de répartir différemment les crédits selon les lignes budgétaires et les années, selon les besoins.
- une clause de révision sous deux ans, afin de pouvoir renégocier ce budget en fonction de l'évolution de la conjoncture économique.
- la mise en œuvre de ressources propres.

La négociation va donc se poursuivre dans les semaines à venir.

LOI BANCAIRE : QUAND LE POLITIQUE REPREND LE POUVOIR SUR LES BANQUES

Avant

- > La finance dérégulée a joué un rôle central dans le déclenchement et l'aggravation de la crise actuelle.
- > Les banques, après avoir beaucoup spéculé, ont menacé de s'écrouler et d'emporter tout le système économique avec elles.
- > Les États ont du voler à leur secours, fragilisant leurs propres économies.
- > La droite alors au pouvoir en France n'a pas obtenu la moindre contrepartie, elle a simplement augmenté la dette.

Maintenant

Le gouvernement actuel met sur la table, avant la proposition européenne, un projet de loi pour la régulation des banques, respectant ainsi l'engagement n°7 de François Hollande. À l'écoute du Parlement, le gouvernement a accepté des amendements qui renforceront encore davantage la régulation.

La fin du « pile je gagne, face tu perds »

- > Au sein des banques, une séparation sera faite entre les activités de crédit et les activités spéculatives, afin d'éviter un « crack » général, et ainsi protéger l'épargne des citoyens.
- > La force publique se dote de nouvelles armes :
 - capacité à ordonner aux banques de gérer des difficultés naissantes.

- les actionnaires devront assumer en priorité les pertes d'une banque aidée par les pouvoirs publics.

Les paradis fiscaux seront enfin combattus

- > La France va désormais exiger une transparence des banques sur leurs filiales dans les paradis fiscaux. C'est une première en Europe !

Des banques moins fortes face à leurs clients

- > Les frais bancaires seront plafonnés et les procédures de désendettement simplifiées.

Pour mémoire

Le 23 septembre 2009 sur TF1 et France 2, Nicolas Sarkozy alors président de la République, n'avait pas peur de déclarer : « *Les paradis fiscaux, le secret bancaire. C'est terminé.* »

En juillet 2012, la Commission d'enquête du Sénat sur l'évasion fiscale a évalué 30 à 36 milliards d'euros le coût de l'évasion fiscale en France. La Commission européenne chiffre ce coût, à l'échelle européenne, à 1 000 milliards d'euros...

LE MARIAGE POUR TOUS ? VOTÉ !

Après plus de 100 heures de débat, les députés ont adopté le projet de loi du Gouvernement ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de même sexe. C'est une étape importante vers l'égalité et la réalisation de l'engagement n°31 de François Hollande.

L'opposition s'est montrée particulièrement peu soucieuse d'élever le débat :

- Déposant plus de 5 000 amendements pour ne pas en défendre la plupart.
- Adoptant des postures caricaturales témoignant d'une méconnaissance de la société française actuelle.
- Pratiquant l'obstruction par des manœuvres de forme plutôt que d'aller sur le fond du débat.
- Brillant par l'absence de ses « cadres » (Fillon, Copé, Péresse...) qui se répartissaient les postes dans l'état major de l'UMP plutôt que participer au débat.

- Échouant à convaincre sur le fond, à l'issue du débat, une majorité encore plus forte de Français soutiennent le projet de loi.

Repères :

- 100 heures de débat en séances à l'Assemblée nationale.
- 329 députés ont voté pour l'adoption du texte.
- 2 députés UMP ont voté en faveur du texte (Franck Riester, Benoit Apparu) et 5 se sont abstenus.
- 63 % des Français se déclarent favorables au projet de loi (IFOP janvier 2013).
- 2 avril : début des débats au Sénat.

EN BREF

Une loi sur la reprise de sites rentables bientôt à l'assemblée

- François Hollande, a annoncé son souhait que soit inscrite à l'agenda parlementaire une loi sur la reprise de sites rentables menacés de fermeture.
- Cette annonce conforte la volonté du Parti socialiste de déposer dans les semaines qui viennent une proposition de loi sur les reprises de sites rentables.
- « *Cette mesure renforcera l'arsenal de mesures anti-chômage mises en place par le gouvernement pour la relance de l'emploi, notamment les emplois d'avenir, les contrats de génération, le Pacte pour la compétitivité, la croissance et l'emploi* » Guillaume Bachelay, SN à la coordination.

Grève des enseignants

- Le gouvernement, le Parti socialiste et nos élus sont à l'écoute des enseignants, des parents, des élus locaux, avec pour priorité l'intérêt de l'enfant. L'engagement de l'Éducation nationale à l'égard de l'école primaire est sans précédent. En dehors de la formation, nous y consacrons les 2/3 des nouveaux postes que nous créons.
- Nous allons pouvoir de nouveau scolariser des enfants de moins de trois ans, dans des conditions adaptées à leur âge.

- Nous nous redonnons les moyens de lutter contre l'échec scolaire. Il n'y a pas que les rythmes que nous réformons : pédagogie, programmes, lutte contre les inégalités et la difficulté scolaire, RASED...
- C'est une véritable refondation de l'école qui est engagée, et cela prend du temps. Tous les enseignants ont été conviés aux débats de la concertation sur la refondation, et celle-ci continue. Il faudra travailler au plus près du terrain et c'est dans ce sens que le gouvernement et les élus avancent chaque jour.

Mali : une conférence pour le développement

- La France et l'Union Européenne lancent au printemps une conférence dont l'objectif est de mobiliser la communauté internationale pour le développement du Mali, sans lequel il n'y aura pas de sécurité durable
- L'UE a annoncé cette semaine qu'une aide publique de 250 millions d'euros pourrait être accordée afin d'accélérer la résolution des problèmes de sécurité alimentaire, d'accès à l'eau, puis de relance économique.